

# MANIFESTATIONS DU 28 MARS DE ROME ET À LONDRES : **COMMENT CONSTRUIRE DES MOBILISATIONS QUI GAGNENT ?**

*Le mouvement « No Kings », né aux États-Unis pour s'opposer aux dérives autoritaires de l'administration Trump, s'est internationalisé le 28 mars 2026 au Royaume-Uni, en Italie, en Espagne, en Allemagne et aux Pays-Bas. Les manifestant-es se sont également mobilisé-es contre la guerre en Iran déclenchée par les États-Unis, scandant des slogans tels que « fund people, not bombs », faisant de ce 28 mars une journée de résistance transnationale contre l'autoritarisme et le bellicisme. En France, en revanche, seules quelques centaines de personnes se sont rassemblées à Paris. A2C a interviewé un camarade Italien et un camarade britannique pour comprendre les ressorts de la mobilisation massive dans leurs pays respectifs.*

*En Italie, la manifestation à Rome a permis d'exprimer dans la rue l'opposition au gouvernement de Meloni et à ses réformes anticonstitutionnelles, au lendemain du rejet par référendum de sa réforme constitutionnelle — une convergence politique rare.*

*Interview de Fabio basé à Turin, membre de TIR (Tendance Révolutionnaire Internationaliste) et du syndicat S.I. Cobas*

**A2C : Peux-tu présenter ton organisation ?**

**Fabio :** Concernant TIR, la Tendance Révolutionnaire Internationaliste, elle a été formellement créée l'année dernière, mais des groupes de camarades actives sous ce nom existent depuis

bien plus longtemps. Nous avons notamment capitalisé sur les expériences accumulées dans le syndicat S.I. Cobas et au mouvement des chômeur-ses de Naples, ainsi que dans un comité contre la guerre et le racisme près de Venise. Parmi nos membres, on trouve des travailleur-es de la logistique, des cheminot-es, des agents du secteur public. Nous avons aussi construit des liens internationaux avec le Partido Obrero en Argentine, SEP en Turquie, la Libération

*Sans les syndicats combattifs comme S.I. Cobas et d'autres, la situation autour de la flottille aurait peut-être produit de grandes manifestations, mais probablement pas une grève d'une telle ampleur*

Communiste en Grèce, ou encore WP en Grande-Bretagne.

**Quelles leçons tirez-vous des grèves et mobilisations de l'automne dernier en Italie autour de la Palestine ?**

Les actions de fin septembre et surtout du 3 octobre ont représenté quelque chose d'inédit par leur ampleur — les plus importantes depuis dix ans. La manifestation de Rome du 4 octobre a probablement été la plus grande depuis la guerre en Irak. Il y

avait bien sûr un contexte favorable : la flottille pour Gaza avait donné une grande résonance à la cause palestinienne et encouragé de nombreux-ses travailleur-es à rejoindre le mouvement.

Mais ce qui s'est passé n'est pas sorti de nulle part. Il y avait eu un travail de préparation sur deux ans, avec quatre grèves générales, des blocages de dépôts logistiques, des manifestations bravant les interdictions de l'État — comme à Rome le 5 octobre 2024, où

des milliers de personnes ont défilé malgré l'interdiction préfectorale. Ce mouvement a démontré qu'une grève politique est le seul moyen efficace de bloquer une économie qui soutient un génocide.

Ce qui est important de souligner, c'est qu'il n'existe pas de progression linéaire du terrain économique au terrain politique. Parfois, un sujet général — perçu comme une injustice profonde, révélant l'hypocrisie des gouvernements occidentaux — peut mobiliser des secteurs qui ne parviennent même pas à se défendre

sur leurs conditions de travail. C'est ce que nous avons vécu : des travailleur·es des transports, de l'éducation, du public ont participé, certain·es n'ayant pas connu de lutte sectorielle depuis des années.

## **Et depuis, quelle est la situation ?**

La mobilisation a nettement baissé, comme partout dans le monde. Cette accalmie a offert au gouvernement Meloni une opportunité pour multiplier les mesures répressives. Le septième décret sécuritaire en cours de discussion au Parlement prévoit des amendes allant jusqu'à 10 000 euros pour les organisations qui organisent des manifestations sans déclaration préalable. Les organisateur·ices individuel·les sont également ciblés. Ce texte a déjà été appliqué contre S.I. Cobas à Alessandria, dont des camarades qui se sont vu·es interdire de séjour dans toute la province pour trois ans.

Une autre loi très problématique assimile l'antisionisme à l'antisémitisme : remettre en question l'existence d'Israël en tant qu'État colonial peut désormais valoir une accusation. À Naples, des camarades ont été arrêté·es. Plus grave encore, un imam de Turin, qui avait simplement qualifié le 7 octobre d'acte de résistance lors d'une manifestation pro-palestinienne, a été menacé d'expulsion vers l'Égypte — où il risquait la mort en tant qu'opposant à Al-Sissi. C'est la répression des immigré·es participant aux manifestations. Heureusement, un juge a annulé la mesure d'expulsion. Mais le signal est clair : un nouveau climat répressif s'installe durablement.

## **La manifestation du 28 mars et le référendum contre la réforme de la justice marquent-ils un retour de la mobilisation ?**

C'est un signe positif que les gens recommencent à descendre dans la rue. Après plusieurs mois presque immobiles — décembre, janvier, février — on voit à nouveau de la participation. Le vote contre la réforme judiciaire de Meloni a été une gifle pour le gouvernement, et la manifestation du 28 mars a exprimé une hostilité réelle d'une partie de la population, notamment



des jeunes, contre un exécutif perçu comme un gouvernement de guerre.

Mais il faut être lucide sur la nature de cette mobilisation. Elle a été largement canalisée par le centre-gauche — le PD, le Mouvement 5 Étoiles — qui y ont vu une occasion de se repositionner en alternative crédible. Ce n'était pas le cas en septembre-octobre, où ces partis avaient certes salué la flottille mais brillaient par leur absence dans les grèves et les blocages. Cette fois, leur présence a donné à la mobilisation un caractère plus institutionnel, plus « gauche contre droite », ce qui représente d'une certaine manière une régression par rapport à l'automne. À l'automne, le mouvement remettait en cause non seulement le gouvernement, mais le système entier d'alliances — y compris la complicité de l'Italie dans la politique d'Israël.

## **Quelles perspectives pour le mouvement ouvrier dans les prochains mois ?**

Une grève générale a été appelée pour le 29 mai. Les conditions objectives qui ont nourri les luttes de l'automne n'ont pas disparu : les prix ont augmenté, les conditions de travail se sont dégradées. Mais il serait illusoire d'espérer une mobilisation du niveau d'octobre dans l'immédiat.

Ce qui est notable, c'est que la question de la guerre — notamment en Iran — est largement contestée par la population, même si les gens peinent à l'exprimer. La plupart des Italiens sont contre cette guerre.

La gauche révolutionnaire aurait dû se montrer plus claire et plus déterminée sur ce sujet, comme elle l'a été sur la Palestine. C'est un chantier ouvert.

Nous sommes dans une phase de reflux relatif, mais avec des signaux de reprise. Les conditions objectives sont là. La question est de savoir comment la mobilisation va se reformer, et si elle sera capable de retrouver la profondeur et le caractère radical de ce que nous avons vécu à l'automne.

*Au Royaume-Uni, le mouvement a pris la forme de la « Together Alliance March », une coalition de syndicats, d'ONG et d'organisations progressistes, qui ont défilé contre l'extrême-droite, notamment contre Reform UK de Nigel Farage.*

*Interview de Weyman Bennett, membre du SWP et de Stand Up to Racism.*

## **A2C : La manifestation du 28 mars à Londres a été présentée comme la plus grande mobilisation anti-raciste jamais organisée en Grande-Bretagne. Qu'est-ce qui explique ce succès ?**

**Weyman :** La clé, c'est d'abord une prise de conscience collective face à la plus grande manifestation d'extrême-droite jamais vue dans ce pays en septembre dernier — 150 000 personnes sous la bannière de Tommy Robinson. Ils nous ont attaqué·es, et ils ont aussi attaqué des organisations humanitaires. Paradoxalement, ces attaques nous ont aidé·es :

elles ont mis dans notre camp des gens qui n'auraient normalement pas marché avec nous — Amnesty International, Oxfam, des ONG. Ce choc a été notre point de départ.

Nous avons dû surmonter nos propres débats internes. Sur la gauche, deux positions s'affrontent : ignorer les fascistes, ou les confronter physiquement. Même si nous pensons qu'il faut aller sur le terrain contre les fascistes, nous sommes allés vers les gens, les écouter, ouvrir le dialogue — avec les syndicats, les associations caritatives, les organisations religieuses, les influenceur·euses culturel·les. Y compris des évêques de Westminster et des musiciens avec vingt-six millions d'abonné·es, dont les jeunes fans constituent une partie du public que nous devons toucher.

### **Comment avez-vous convaincu des organisations aussi diverses de se joindre à vous, notamment les syndicats ?**

Les directions syndicales ont déployé les deux arguments classiques : quand les forces fascistes sont petites, on dit qu'il faut les ignorer. Quand elles sont grandes, elles sont trop dangereuses à affronter — ça risque de mettre nos membres en danger, nos manifestations seront moins respectables que les leurs, etc. La pression interne dans leurs organisations a finalement eu raison de ces réticences.

Nous avons travaillé avec TUC — la confédération nationale des syndicats — pour obtenir une mobilisation sans précédent contre l'extrême-droite. C'est historique, car vingt à trente pour cent des syndiqué·es votent pour Reform UK. Certain·es responsables préfèrent s'en tenir à la critique économique — « Reform, c'est le parti des milliardaires » — sans affronter directement le racisme. Nous avons refusé ce contournement.

Nous avons aussi consenti des concessions. Des associations caritatives ne peuvent

légalement pas prendre position contre un parti politique. Nous leur avons dit : venez avec vos membres, apportez ce que vous pouvez. Nous

porterons nous-mêmes les arguments les plus difficiles. Des réfugié·es, y compris des personnes sans statut légal, ont pris la parole sur l'estrade. Leur présence permettait aux participant·es de vivre une expérience concrète, de challenger certaines idées reçues. Ça valait mieux que tous les discours.

### **La question palestinienne est apparue dans la manifestation. Est-ce un changement ?**

Oui, c'est un changement réel et assumé. Pendant longtemps, Stand Up To Racism ne prenait pas position publiquement sur le Moyen-Orient, de peur que le conflit entre les communautés juive et musulmane ne déchire notre coalition. Mais l'ampleur des manifestations de solidarité palestinienne a changé la donne. Ces mobilisations étaient parfois plus grandes que les manifestations de l'extrême-droite. Nous avons donc pu dire clairement que ce qui se passe à Gaza est un génocide, et que cela devait cesser. Avant, ça aurait fait fuir les libéraux. Ils nous auraient dit que ça allait mettre le feu à nos organisations. Aujourd'hui, soixante-quinze pour cent de la population britannique soutient les droits des Palestinien·nes. C'est un basculement profond, et les mobilisations massives ont contribué à normaliser cette position dans le mouvement antiraciste.

### **Vous avez aussi investi la culture et les réseaux sociaux. Pourquoi ?**

Parce que sur les réseaux sociaux, nous perdons. Elon Musk et les autres s'assurent que les algorithmes de X et de Facebook nous pénalisent. Nous ne dominons pas ce terrain. Alors nous avons contourné le problème en mobilisant des artistes, des musicien·nes et des comédien·nes avec des audiences massives, et organisé un concert au milieu de la manifestation — ce qui était jugé impossible par une partie

de notre propre camp. « On ne peut pas faire les trois à la fois : un concert, un meeting, une manifestation ! ».

Si, on peut, il faut juste de l'imagination.

Résultat : deux cent cinquante-huit millions de réactions sur les réseaux sociaux le jour de la manifestation. La rue et le numérique se sont amplifiés mutuellement.

### **Quelle est la stratégie pour la suite ?**

Nous nous inspirons de Trotsky et du Front Uni : marcher ensemble avec des gens dont on ne partage pas toutes les convictions, tout en maintenant notre propre ligne. En Grande-Bretagne, le moment de vérité viendra aux élections dans trois ans. Reform peut gagner. Notre travail, c'est de construire dès maintenant la majorité antifasciste qui s'y opposera.

Notre stratégie repose sur trois niveaux de luttes imbriqués : un mouvement de masse large et visiblement majoritaire ; à l'intérieur, un corps antifasciste structuré ; et en son sein, un noyau révolutionnaire capable de former les autres. Sans les trois, on se dilue ou on se bloque. Il y a un quatrième pilier souvent négligé : le travail théorique. Le fascisme d'aujourd'hui n'est pas identique à celui des années trente. Et ce travail, ce sont nos membres — dont les femmes, les personnes trans, les militantes de moins de trente ans — qui sont capables de le mener.

### **Un dernier mot sur le contexte international ?**

Minneapolis a été un signal lumineux. Voir des gens ordinaires descendre massivement dans la rue contre Trump a eu un impact direct sur notre mobilisation à Londres. La polarisation n'est pas seulement à droite — en Grande-Bretagne, le Parti Vert progresse fortement, et huit cent mille personnes mobilisées autour de Jeremy Corbyn sont inquiètes de la situation politique mais iels n'ont pas forcément les outils pour se mobiliser. C'est notre travail de construire des véhicules pour transformer ces inquiétudes en action et les rassembler.

PROPOS RECUEILLIS PAR ANNE-JULIA (RENNES)

